DIAL 2555

VENEZUELA - Les événements qui ont secoué le pays

Émile Veillard & Paul Priou

mercredi 1er mai 2002, mis en ligne par Dial

Le Venezuela a vécu quelques journées mouvementées qui ont donné lieu à toutes sortes de commentaires. Dès que la nouvelle du renversement du président Chávez a été diffusée, de très nombreuses organisations de défense des droits de l'homme ont fait connaître leur désaprobation et réclamé le retour du président constitutionnel. La défaite des putchsites fut rapide. Le président Chávez semble avoir pris conscience de ses propres excès et intolérence et offre désormais le dialogue à l'opposition. Nous publions ci-dessous un article de Émile Veillard et Paul Priou, résidents au Venezuela, qui permet de mieux saisir les intérêts qui furent en jeu au cours de ces journées.

La victoire de Chávez lors des élections de 1998 et sa politique de révolution bolivarienne n'a jamais été acceptée par ceux qui ont dominé depuis toujours : les partis politiques, les milieux d'affaires et les groupements patronaux, les médias privés - qui sont la grande majorité -, les Etats-Unis. Une nouvelle Constitution en 1999, a été votée par une majorité de 82 % des gens et fin 2001, le gouvernement a publié 49 décrets-lois, entre autres la loi sur la possession et utilisation des terres, la loi de la pêche qui favorise les artisans pêcheurs, la loi des hydrocarbures, la loi des micro-crédits etc. Ces lois ont été rejetées en bloc par les diverses organisations patronales et politiques et le gouvernement s'est montré d'abord intransigeant pour les défendre.

Elles proposent des changements en faveur du secteur informel qui représente plus de 52 % de la population. Le 10 décembre fut la première journée de grève nationale, organisée par la CTV (syndicats de droite) et par Fédécamaras (la plus haute représentation des patrons vénézuéliens) qui ont fermé leurs usines et payé la journée de travail ; elle était appuyée par les medias privés. Cela s'est reproduit en janvier et février avec un succès relatif surtout à l'intérieur du pays ; des manifestations ont été organisées le 23 janvier et le 27 février à Caracas où,. peu à peu, la revendication la plus forte a été la démission du président comme solution à tous les problèmes. Les mêmes jours des contre-manifestations aussi importantes étaient organisées par les partisans de Chávez.

La situation s'est aggravée avec la grève des directeurs et cadres de PDVSA (l'entreprise nationale de pétrole vénézuélien, dirigée par l'État), en désaccord avec leur nouveau président nommé par le gouvernement.

Après la trêve de la Semaine Sainte, la CTV et Fedecamaras lancent une grève générale le 9 avril qui devient une grève indéfinie, qui avait comme but la chute du gouvernement. Le 11 avril fut convoquée une marche de tous les mécontents qui, immense, alla plus loin que le parcours prévu pour arriver jusqu'au Palais présidentiel où étaient concentrés des milliers de partisans de Chávez. L'affrontement allait être inévitable, provoquant plus de 13 morts par une balle tirée dans la tête par des francs-tireurs, et de nombreux blessés. Les médias parlent de massacre et accusent le gouvernement. Le coup d'État se déroule très rapidement comme un scénario monté d'avance, des groupes de militaires, généraux, etc. se déclarent publiquement contre Chávez.

A la surprise générale, le président de Fedecamaras, Pedro Carmona se présente comme "nouveau président de la République" ; Chávez est fait prisonnier sans pouvoir faire de déclaration publique, ni laisser un texte de démission qu'il aurait signé. La population est inquiète et attend des directives du président qui ne peut pas les communiquer ou veut éviter un affrontement sanglant entre les deux fractions.

Le vendredi, lors de la prise de pouvoir du nouveau président, un décret est signé qui abolit toutes les instances démocratiques légitimement élues et instaure un pouvoir dictatorial ; il est signé en premier par le Cardinal Velasco de Caracas, par le réprésentant de Fedecamaras, etc., qui ont reconnu ne pas l'avoir lu auparavant. En même temps, une forte et brutale répression commence contre les ministres de Chávez et des députés qui l'appuyaient.

Le samedi, la population civile commence à manifester contre la dictature et à demander le retour de Chávez, dans beaucoup de villes du pays. Les militaires fidèles à Chávez se soulèvent avec les troupes qu'ils commandent, n'acceptant pas une démission que le président n'a pas signée, et ils prennent le contrôle du Palais présidentiel avec les ministres de Chávez. Les médias privés n'en parlent pas et les gens regardent les médias internationaux pour savoir ce qui se passe dans leur pays ; l'après-midi, ils reprennent l'émetteur public de télévision qui avait été fermé. De nouveau, la télévision nationale donne des nouvelles du contre coup d'État qui est train de se dérouler. Chávez est libéré et s'adresse au pays à 4 h 30 du matin. Il a changé son discours et parle de paix, de réconciliation, demande pardon pour les erreurs commises et veut faire les changements nécessaires ; tout le monde est invité au dialogue et il promet qu'il n'y aura de vengeance contre personne mais la justice fera appliquer la loi. Une "commission de la vérité " doit être nommée pour trouver les responsables des morts du 11 avril.

Quelques réflexions

Ce coup d'État médiatique, comme l'a nommé l'écrivain L. Britto Garcia, nous montre l'importance des médias dans un coup d'État, par les informations transmises et leur rôle comme protagonistes d'un changement violent. Ce qu'ils font voir et répètent souvent (comme les images de ceux qui tiraient lors de la manifestation ou celles des pillages des magasins et supermarchés) ou ce qu'ils omettent (ce qui se passait dans le pays, le samedi) sont des manipulations de l'opinion.

Chávez n'a eu aucun media à sa disposition pour faire connaître sa supposée " démission " parce que la police avait pris d'assaut et fermé le seul canal de l'État ; ni lui ni ses partisans n'avaient le moyen de communiquer. Le vendredi matin, seulement deux ou trois radios pouvaient transmettre des nouvelles différentes de celles des médias privés et laisser s'exprimer les personnes qui criaient leur rejet et leur douleur pour la prison et le silence de Chávez. Ceux qui ont le " câble " pouvaient voir CNN. L. Britto termine : " Le pouvoir médiatique, comme une autruche, se cachait la tête grâce à des vidéos importées. Se rendre aveugle pour nous rendre aveugle. Espérons que les médias comprennent le message qu'un coup d'État médiatique impose seulement un dictateur virtuel "

Par toutes les actions entreprises ces derniers mois, deux pôles se sont formés et durcis de façon opposée et radicale, chacun croyant avoir la raison et la capacité de dominer l'autre ; les chavistes avec les gens des quartiers populaires et les autres avec les classes moyennes. Ces erreurs d'orientation ont empêché que les uns et les autres puissent se parler, s'écouter et prendre en compte les arguments des autres. Le dialogue est le changement profond que propose Chávez et qui n'est pas accepté par tous ses opposants. Il a mis en place le Conseil fédéral qui est l'institution prévue par la Constitution pour permettre ce dialogue. Apprendre cette leçon, c'est se rendre compte que les problèmes structurels du pays restent entiers et que leur solution exige le concours d'une société civile dans laquelle chaque personne et chaque organisation aient un rôle à jouer.

Derrière ce coup d'État, il y a tous ceux qui sont opposés à la politique populaire de Chávez, représentés par Pedro Carmona, le responsable des organisations patronales, devenu président de la République par le coup d'État qui a duré 28 heures et est appelé Pedro le bref. On reconnaît aussi la participation, directe ou non, du gouvernement des États-Unis dont les fonctionnaires ont donné des conseils aux putchistes mais, disent-ils, " pas d'armes " ; la politique de Chávez par son appui à l'Opep et le maintien des prix du

pétrole, par sa volonté de construire une Amérique latine unie et forte comme l'on voulut avant lui beaucoup de chefs d'État latino-américains et par sa participation à la lutte des pays du Tiers Monde et à celle de Cuba, dérange beaucoup la politique des États Unis dans leur volonté de domination du monde. C'est pour cela que Chávez a eu beaucoup de soutiens en Amérique latine et dans le tiers-monde.

La présence du Cardinal Velasco lors de la prise de pouvoir et sa signature au bas du décret (ainsi que les déclarations de Mgr Porras, président de la Conférence épiscopale) ont été ressentis très douloureusement par beaucoup de chrétiens qui se sont " sentis orphelins " et incompris de leurs pasteurs. Ils le leur ont fait savoir et leur ont demandé de pouvoir aussi être écoutés et de faire en sorte que l' " option en faveur des plus pauvres " soit une réalité dans l'Eglise face aux dangers d'être reconnus et adulés comme un autre pouvoir. Le Cardinal Velasco a visité Chávez prisonnier dans l'île de la Orchila, pour lui demander de signer sa démission, mais ils ont pu parler longuement et prier ensemble.

Les groupes de défense des droits de l'homme ont joué un rôle important et très positif au long de ces journées, aidant à prendre conscience des droits de l'homme et des droits constitutionnels qui étaient violés. L'un d'eux, Provea, a publié des " propositions et exigences pour défendre les institutions " ; entre autres, il demande l'élaboration d'un plan national des droits de l'homme qui permette de progresser dans la réalisation des droits économiques, sociaux, culturels, civiques et politiques. Il exige aussi un traitement responsable de l'information de la part des médias, et exige aussi de l'Assemblée nationale la légitimation des pouvoirs de " défense des citoyens ", judiciaire et électoral, indépendants du pouvoir politique.

Ce que nous ressentons au milieu de la population avec laquelle nous vivons, est un grand désir de paix et de confiance dans l'avenir malgré une situation qui semble très difficile car bien des groupes demandent toujours la démission de Chávez. Construire notre pays sera une tâche longue et complexe où doivent être éliminées la corruption et l'inefficacité. La population vit un processus qui lui a donné espérance et dignité comme pays dans une Amérique latine indépendante et intégrée.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2555.
– Traduction Dial.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.